

14/1635

COURRIER ARRIVÉ

Le

18 SEP. 2014

juge de l'exécution

A Madame, Monsieur le Juge de l'Exécution près
le Tribunal de Grande Instance
de PARIS

◆◆◆

REQUÊTE
AFIN DE SAISIE CONSERVATOIRE DE
DROITS INCORPORELS
(licence de taxi et permis de
stationnement)

LCL – LE CREDIT LYONNAIS, Société Anonyme au capital de 1.847.860.375 €, dont le siège social est à LYON (RHONE) 18, rue de la République, SIREN 954 509 741 – RCS LYON, représenté légalement par son Directeur Général.

Ayant pour Avocat :

Maître Gaëlle CHOTARD de KEGHEL, de la **S.C.P. MOLAS LEGER CUSIN & ASSOCIES**, du Barreau de PARIS, demeurant 87, boulevard Saint-Michel - (75005) PARIS - téléphone : 01.43.29.37.72 - télécopie 01.43.25.16.50 - Vestiaire P 159 -

A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

I/

Que par acte du 18 novembre 2011, le CREDIT LYONNAIS a consenti à Monsieur Fehmi NAHALI, exerçant une activité de taxi et enregistré sous le n° de SIREN 52879834100012, un prêt d'un montant de 21.926 €, ayant pour objet le financement pour l'acquisition d'un véhicule taxi, moyennant des intérêts au taux de 4,10% l'an.

Que conformément à l'acte de prêt, en cas de non-paiement à bonne date d'une seule échéance, le prêteur a la faculté d'exiger le remboursement immédiat de toutes les sommes restant dues au titre du prêt, et ce de plein droit sur simple avis notifié à l'emprunteur, et il est dans ce cas dû par l'emprunteur une indemnité égale à 5% du capital restant dû.

Qu'en outre, toute somme en principal, intérêts, frais et accessoires non payée au prêteur à son échéance normale ou anticipée portera intérêts de plein droit et sans obligation de mise en demeure préalable, au taux du prêt majoré de trois points, soit en l'espèce au taux de 7,10% l'an (4,10% + 3 points), les intérêts étant capitalisables annuellement conformément à l'article 1154 du Code civil.

*(pièces LCL n° 1 : contrat d'acquisition de l'autorisation administrative
d'une voiture 2 places délivré par la Préfecture
pièces LCL 2-1 et 2-2 : contrat de prêt et tableau d'amortissement)*

Que Monsieur Fehmi NAHALI ayant cessé de procéder au paiement des échéances de ce prêt à compter de celle du 15 mars 2014, le CREDIT LYONNAIS l'a mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception du 21 juillet 2014, de lui régler l'arriéré et l'a à défaut informé de ce qu'il poursuivrait judiciairement le recouvrement de sa créance et que la clause de déchéance du terme prendra effet et qu'en ce cas il lui sera dû :

- les échéances impayées :	2.506,35 €
- les intérêts de retard échus sur les échéances impayées au taux de 7,10% l'an :	32,57 €
- le capital restant dû :	8.232,95 €
- les intérêts de retard échus sur le capital restant dû au taux de 7,10% l'an :	mémoire
- l'indemnité contractuelle de 5% :	411,64 €

TOTAL SAUF MEMOIRE :	11.183,51 €

*(pièce LCL n° 2-3 : relevés de compte
pièce LCL n° 3 : mise en demeure du 21 juillet 2014
au titre du prêt d'un montant initial de 21.926 €
pièce LCL n° 4 : décompte de la créance)*

Que par ailleurs, le CREDIT LYONNAIS a également consenti à Monsieur Fehmi NAHALI un prêt, par acte distinct du 18 novembre 2011, d'un montant de 165.528,66 € ayant pour objet de financer sa licence de taxi moyennant des intérêts au taux de 4,50% l'an et suivant les mêmes conditions générales.

(pièces LCL n° 5-1 et 5-2 : contrat de prêt de 165.528,66 et tableau d'amortissement)

Que Monsieur NAHALI a également cessé de régler les échéances de ce prêt à compter de celle du 15 mars 2014 ; de sorte que le CREDIT LYONNAIS l'a mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception du 21 juillet 2014, d'avoir à régler l'arriéré et l'a à défaut informé de la mise en œuvre de la clause de déchéance du terme et qu'alors il sera dû :

- les échéances impayées :	10.489,70 €
- les intérêts de retard échus sur les échéances impayées au taux de 7,50% l'an :	143,97 €
- le capital restant dû :	119.150,61 €
- les intérêts de retard échus sur le capital restant dû au taux de 7,50% l'an :	mémoire
- l'indemnité contractuelle de 5% :	5.957,53 €

TOTAL SAUF MEMOIRE :	135.741,81 €

*(pièce LCL n° 6 : mise en demeure au titre du prêt de 165.528,66 € du 21 juillet 2014
pièce LCL n° 7 : décompte de la créance)*

Que cette mise en demeure, également dûment réceptionnée, est pareillement restée vaine.

Que par conséquent, le CREDIT LYONNAIS a fait assigner Monsieur Fehmi NAHALI devant le Tribunal de commerce de PARIS pour l'audience du 9 octobre 2014.

(pièce LCL n° 8 : assignation en cours de signification)

II/

Qu'il apparait que Monsieur Fehmi NAHALI qui demeure 3, rue Jean Formige 75015 PARIS, dispose d'une licence de taxi parisienne et d'un permis de stationnement (*pièce LCL n° 1*).

Que le recouvrement de la créance du requérant se trouve compromis en l'absence de paiement par Monsieur Fehmi NAHALI.

Que le CREDIT LYONNAIS craint en conséquence pour le recouvrement de sa créance.

Que dans ces circonstances, le requérant est bien fondé à solliciter la mesure conservatoire consistant en la saisie conservatoire de la licence de taxi parisienne et du droit de stationnement de Monsieur Fehmi NAHALI qui constituent des droits incorporels saisissables.

C'EST POURQUOI,

Le CREDIT LYONNAIS requiert, en conséquence, qu'il vous plaise Madame, Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de PARIS, conformément aux dispositions des articles L. 511-1, L. 511-3 et L. 521-1 du Code des procédures civiles d'exécution ainsi que les articles R. 511-1 et suivants du même Code, de l'autoriser à pratiquer une saisie conservatoire de la licence de taxi parisienne et du permis de stationnement de Monsieur Fehmi NAHALI, et ce pour garantir le paiement de sa créance qu'il vous plaira d'évaluer provisoirement à la somme en principal de **148.000 € (CENT QUARANTE HUIT MILLE EUROS)** à laquelle il est demandé d'évaluer provisoirement la créance du requérant en principal, intérêts et frais.

Fait à PARIS,
Le 12 septembre 2014

Gaëlle CHOTARD de KEGHEL
Avocat à la Cour

Pour le CREDIT LYONNAIS

LISTE DES PIÈCES JOINTES :

1. acte de cession de la licence de taxi
2. acte de prêt de 21.926 € et tableau d'amortissement + relevés de compte
3. mise en demeure du 21 juillet 2014 au titre du prêt de 21.926 € et AR
4. décompte de la créance
5. acte de prêt de 165.528,66 € et tableau d'amortissement
6. mise en demeure du 21 juillet 2014 au titre du prêt de 165.528,66 € et AR
7. décompte de la créance
8. assignation devant le Tribunal de commerce de PARIS

ORDONNANCE

Nous, **Sandro PERALTA**
Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de PARIS,

Vu la requête qui précède et les motifs y exposés,

Vu les articles L. 511-1, L. 511-3 et L. 521-1 du Code des procédures civiles d'exécution et les articles R. 511-1 et suivants du même Code,

La créance invoquée nous paraissant fondée en son principe et le requérant justifiant de circonstances susceptibles d'en menacer le recouvrement,

Autorisons LCL, LE CREDIT LYONNAIS S.A. (dont le siège social est à LYON – Rhône – 18 rue de la République), exposant, à pratiquer une saisie conservatoire sur la licence parisienne de taxi et le permis de stationnement de Monsieur Fehmi NAHALI (domicilié 3 rue Jean Formige 75015 PARIS),

pour sûreté et conservation de la somme de

148 000 €

à laquelle nous évaluons provisoirement la créance de l'exposant;

Donnons acte au créancier de ce qu'il a d'ores et déjà introduit la procédure au fond en vue de l'obtention d'un titre exécutoire ;

Disons que la présente ordonnance sera caduque si la mesure conservatoire n'a pas été exécutée dans le délai de trois mois à compter de ce jour ;

Disons que le débiteur pourra se pourvoir devant nous contre la présente ordonnance que nous nous réservons de rapporter ou modifier ;

Disons qu'il nous en sera référé en cas de difficulté ;

Disons enfin que la présente ordonnance sera déposée au Greffe de ce Tribunal.

Fait à PARIS,
en notre Cabinet,

le

18 septembre 2014

Le Juge de l'Exécution
près le Tribunal de Grande Instance
de PARIS,

